

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Network and Satellite Services Division / Division des
services de satellite et de réseaux
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III, 4C2
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet ICSS FOR NCR	
Solicitation No. - N° de l'invitation 2B0KB-130262/A	Amendment No. - N° modif. 008
Client Reference No. - N° de référence du client 20130262	Date 2012-07-05
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EO-017-24526	
File No. - N° de dossier 017eo.2B0KB-130262	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-07-16	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: St-Onge, Josée	Buyer Id - Id de l'acheteur 017eo
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0576 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 934-1411
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION À L'INVITATION 008

Questions et réponses

En accord avec la modification à l'invitation 003, l'échéance pour soumettre des questions ou des demandes de renseignement était le 29 juin 2012 à midi. Le Canada ne fait aucun engagement pour fournir des réponses aux questions soumises après le 29 juin 2012.

Veillez noter que les questions en suspens n°48 et 52 seront répondues dans la prochaine modification à l'invitation.

La réponse à la question 33 de la modification à l'invitation 006 a été modifiée comme suit:

À l'article 7.8 - Paiement, paragraphes (f) et (g) sont modifiés comme suit:

SUPPRIMÉ

- (f) Révision des prix et des tarifs dans son intégrité

INSÉRÉ

- (f) Révision des prix et des tarifs

Les prix fermes stipulés à l'annexe B1 - Liste de prix maîtresse et l'annexe B5 - Liste des prix publiés (LPP) pour accessoires et pièces de rechange peuvent faire l'objet d'une révision à la baisse conformément aux alinéas suivants :

- i) Durant la période du contrat, si une réduction de prix ou de tarif est publiée ou annoncée publiquement, l'entrepreneur fera profiter le Canada de cette diminution;
- ii) pendant la durée du contrat, s'il est tenu de réduire les prix ou les tarifs indiqués à les annexes B1 et/ou B5 conformément à l'alinéa 1) ci-dessus, l'entrepreneur devra envoyer immédiatement à l'autorité contractante un avis qui reflète cette réduction de prix;
- iii) l'entrepreneur reconnaît et accepte que le Canada se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute révision de prix ou de tarif proposée dans le cadre de la présente clause, et que ces révisions prendront effet seulement après que l'autorité contractante les aura formellement approuvées par écrit;

-
- iv) les prix et les tarifs fermes courants ne doivent pas dépasser la moindre des valeurs ci-dessous :
 - A) les prix unitaires indiqués aux annexes B1 et/ou B5; et
 - B) le prix unitaire après déduction de la réduction de prix publiée ou annoncée publiquement.

SUPPRIMÉ

- (g) Protection des prix - meilleur client dans son intégrité.

Question no 36

La DP exige que n'importe quel soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de logiciels de tous les produits de logiciels propriétaires ou des composantes proposées dans le cadre de son offre soumettre une preuve d'autorisation de l'éditeur de logiciel. La preuve d'autorisation doit être signée par l'éditeur de logiciel. La DP exige aussi que tous les logiciels soient licenciés directement par le soumissionnaire conformément aux conditions générales supplémentaires 4003 et sur une base "par utilisateur". Il n'y a aucune opportunité pour les termes de licence de l'éditeur de logiciel de gouverner l'utilisation de ces produits ou de l'incorporer dans le contrat subséquent (en entier ou en partie).

Après avoir procédé à un examen détaillé de la DP, nous avons conclu que nous sommes dans l'impossibilité d'autoriser les soumissionnaires potentiels de sous-licencier nos produits conformément aux termes de la DP. En faisant ceci, cela mettrai notre propriété intellectuelle en danger, étant l'atout le plus important pour notre compagnie, celle-ci ne serait pas protégée par ce que nous croyons sont les restrictions d'utilisation appropriées. De plus, cela nécessiterai que nous créons un accord de licence personnalisé et un modèle de tarification pour adresser les prescriptions de licence "par utilisateur".

Une simple "solution" à ces questions serait que la DP donne la possibilité aux soumissionnaires d'utiliser les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur de logiciel. Ou bien, les Services partagés du Canada pourraient se procurer séparément les logiciels sur lequel le matériel et les services d'autocommutateur privé s'appuieront (dans la mesure où il est le produit de commerce est séparé du matériel). Cela pourrait être accompli en ajoutant une exclusion à l'exigence logiciel pour l'équipement fourni par le gouvernement, puis en ajoutant une liste des l'équipement fourni par le gouvernement qui comprend les programmes de logiciel applicables. De se fait, ceci ne débalancerai pas le terrain de jeu concurrentiel ou créer des obstacles au déploiement des solutions d'autocommutateur privé achetés au moyen de la DP. En outre, cela n'empêcherait pas les Services partagés du Canada d'obtenir des assurances contractuelles d'un soumissionnaire à l'égard de la performance globale de ses solutions d'autocommutateur privé.

Bien que nous reconnaissons qu'il peut y avoir une réticence à réviser l'approche des licences de logiciel dans la DP, nous croyons que l'adoption d'un ou deux des correctifs identifiés ci-dessus seraient dans les meilleurs intérêts de Services partagés du Canada, les clients qu'ils desservent et les contribuables. Nous sommes de ce point de vue, car ceci permettra à la concurrence du prix maximum entre les soumissionnaires et le plus grand accès aux technologies concurrentes. De plus, si l'approche de l'autorisation actuelle est conservée, les Services partagés du Canada peuvent ne pas recevoir des soumissions conformes et celles qui sont reçues n'inclueraient pas les produits que nous publions qui sont largement utilisés. Nous apprécions le temps et les efforts que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et des Services partagés du Canada vont consacrer à l'examen de cette question et je souhaite avoir l'occasion de répondre à vos questions.

Réponse no 36

Les soumissionnaires devraient se référer aux Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA), conditions générales supplémentaires 4003 qui fournis des détails spécifiques reliés aux conditions applicables aux logiciels sous licence. Considérant ces conditions, le contenu de la demande de soumission demeure inchangé.

Question n° 37

Après un examen technique approfondie, il est clair que ce document nécessite une quantité importante de travail en sorte que une réponse complète et globale peut être soumise. Compte tenu de la période de l'année et le court délai accordé de la publication de la présente DP, un certain nombre de membres clés du personnel ont été et continuent d'être impliqués dans d'autres projets engagés et / ou en vacances. Nous demandons que le Canada accepte de prolonger la date de clôture jusqu'à la fin de juillet à tout le moins, afin de s'assurer que les soumissionnaires sont en mesure de répondre efficacement.

Réponse n° 37

Non. La date de clôture demeure le 16 juillet 2012 à 14h HAE.

Question n° 38

À l'annexe A - Énoncé des travaux, section 7.2.2., item 249:

Le protocole d'initiation de session - services assurés (AS-SIP) est une variation de SIP défini par la l'agence des systèmes d'information de la Défense pour la communication essentiel à la mission. Le Département de la Défense des États-Unis d'Amérique et le MDN du Canada déploient seulement des systèmes certifiés de Commande de Test d'Interopérabilité Commune

(JITC) pour assurer le fonctionnement des principales caractéristiques opérationnelles. Comme la norme AS-SIP est un obligatoire pour le PBX IP proposé, la certification JITC serait nécessaire. Le Canada peut-s'il vous plaît confirmer que l'item (248) de l'énoncé des travaux et le formulaire du point 2 (248) sera mis à jour comme suit:

(248) Les passerelles de réseau doivent être compatibles avec les protocoles suivants:

- a) Protocole d'initiation de session; et
- b) Protocole d'initiation de session - services assurés (AS-SIP)
- c) doit être certifié JITC

Réponse n° 38

Le contenu dans l'item (248) demeure inchangé.

Question n° 39

Annexe B2 - Services d'installation:

Fournir un prix par utilisateur quelle que soit la classe de PBX ne fournira pas nécessairement la meilleure valeur au Canada. Est-ce que le Canada pourrait s'il vous plaît modifier l'onglet de tarification des services d'installation pour permettre aux entrepreneurs de fournir un prix par utilisateur pour l'installation de chacune des PBX classe 1, classe 2 et classe 3?

Réponse n° 39

Non. Le contenu dans l'annexe B2 - Services d'installation demeure inchangé.

Question n° 40

Annexe B3- Déplacements, ajouts et modifications (DAM):

Le niveau d'effort pour les déplacements, ajouts et modifications peut varier considérablement en fonction des tâches réelles qui sont demandées. L'annexe B Tableaux d'établissement de prix pour les DAM nécessite un prix unitaire ferme par DAM donc, ceci exige les soumissionnaires d'inclure un niveau d'effort et une conservation de risque au sein de leur prix qui pourrait potentiellement rendre les DAM plus chers. Afin d'assurer le meilleur rapport qualité/prix pour le Canada et de soumettre des prix qui reflètent les exigences spécifique des DAM du Canada, s'il vous plaît, veuillez réviser L'annexe B Tableaux d'établissement de prix pour les DAM pour changer le prix de prix unitaire ferme par DAM à taux horaire ferme?

Question n° 40

Non. Le contenu dans l'annexe B - Tableaux d'établissement de prix pour les déplacements, ajouts et modifications (DAM) demeure inchangé.

Question n° 41

À l'annexe A- Énoncé des travaux, section 17, item 443 d): Notre compréhension est que le Canada va fournir à l'entrepreneur l'accès à distance par les DAM de logiciel. Veuillez confirmer.

Réponse n° 41

Pour compléter leurs soumissions, les soumissionnaires doivent assumer que toutes activités de déplacements, ajouts et modifications (DAM) doivent être effectuées sur les lieux. Les soumissionnaires devraient se référer aux items (334) et (335) de l'annexe A - Énoncé des travaux pour de plus amples renseignements.

Question n° 42

Annexe A- Énoncé des travaux, section 13.1, item 381:

Vu que le matériel de formation est la propriété intellectuelle de l'entrepreneur, s'il vous plaît veuillez confirmer que le Canada va modifier l'item 381 comme suit "Après cette formation initiale, le Canada aura un droit illimité d'utiliser et de reproduire le programme de formation et sera libre de former le personnel du Canada sans aucune limitations ou de coûts supplémentaires".

Réponse n° 42

Le Canada va modifier le contenu de l'article (381) comme suit :

(381) Après cette formation initiale, Canada détiendra tous les droits d'utilisation et de reproduction relatifs aux documents de formation et pourra former son personnel sans restrictions ni coûts supplémentaires.

À l'annexe A - Énoncé des travaux, Section 13 - Formation relative aux systèmes d'information, sous-section 13.1 Exigences générales est modifiée comme suit:

SUPPRIMÉ

(381) Après cette formation initiale, Canada détiendra tous les droits relatifs aux documents de formation et

pourra former son personnel sans restrictions ni coûts supplémentaires.

INSÉRÉ

(381) Après cette formation initiale, Canada détiendra tous les droits d'utilisation et de reproduction relatifs aux documents de formation et pourra former son personnel sans restrictions ni coûts supplémentaires.

Question n° 43

Modification 003, question et réponse 9 (Appendice B Sécurité et protection des renseignements, item 157):

Le Canada a répondu: "Les certificats de validation FIPS 140-2 et Common Criteria EAL 1+ sont obligatoires pour tous les composants matériels IP tel que définis dans l'annexe A, sections 7.1, 7.2, 7.3 et 7.5." Veuillez confirmer que la validation de FIPS 140-2 niveau 1 s'applique au protocole de transfert de fichier sécurisé (FTP) de l'entrepreneur en accord avec l'appendice B Sécurité et protection des renseignements, item 157 a).

Réponse n° 43

Les certificats de validations FIP140-2, niveau 1 s'appliquent au site FTP sécurisé de l'entrepreneur, tel que détaillé dans l'annexe B - Sécurité et la protection des renseignements personnels, article 157 a).

Question n° 44

En raison de la taille et la complexité de la DP, et le nombre de questions et des clarifications qui ont été publiés, nous aimerions demander une prolongation de cinq semaines (5) au courant Juillet 2012 Date de clôture 16th. Il ya beaucoup de travail requis pour répondre à une proposition de cette ampleur, et le temps supplémentaire est nécessaire pour évaluer correctement les documents de la DP ou de modifications ultérieures et préparer une réponse détaillée qui répond aux exigences de la DP.

Réponse n° 44

Veuillez vous référer à la réponse n° 37.

Question n° 45

Si un FEO fabrique un produit de la Chine mais l'assemblage final et les essais d'intégration du logiciel se fait au Canada, est-ce que ceci se conforme aux exigences de la DP?

Réponse n° 45

Les composantes peuvent être fabriquées outre que dans les pays spécifiés; par contre, la conception, l'assemblage et l'intégration des sous-composantes de la technologie de l'information doivent se produire dans les pays indiqués dans le Formulaire 7.

Au Formulaire 7 - Attestation d'origine du matériel et du logiciel est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

Formulaire 7 - Attestation d'origine du matériel et du logiciel

INSÉRÉ

Formulaire 7 - Attestation d'origine du matériel et du logiciel sous licence (Modifié le 4 juillet 2012) disponible sur Merx ATT 7

Question n° 46

En ce qui concerne la réponse n° 9, et (Appendice item 157, SA-13) de la "robustesse", spécifications de la certificat(s) de validation Common Criteria EAL 1+.

Le seul profil commun des critères de protection de EAL liés à la VoIP est le "faible profil de protection d'assurance pour une voix sur IP Infrastructure, Version 1.1", écrit en Mars 2005. Ce profil de protection ne parle pas aux réalités modernes de la sécurité de transport ou de flux de médias, mais plutôt, il fournit des conseils sur des choses telles que la récupération de messagerie vocale, l'administration défini, les appels longue distance et la fraude à péage. Il ajoute peu de valeur dans le marché d'aujourd'hui, est radicalement hors date, et dans notre longue histoire, nous ne l'avons pas vu sur un autre appel d'offres VoIP. Certificats EAL sont régulièrement utilisés comme une base de référence pour les tests fonctionnels de nombreux systèmes informatiques, mais elles ne sont ni en cours avec l'état de l'art VoIP, ni complète, en ce sens qu'ils ne satisfont pas les tests d'interopérabilité dans un environnement sécurisé multi-fournisseurs. À ce jour, il n'existe qu'un seul fabricant qui a maintenu (limitée) des certifications EAL dans leur gamme de produits actuelle VoIP, et de continuer à laisser cette exigence obligatoire en place fera en sorte que le Canada ne reçoit qu'une seule proposition conforme.

Quoi qu'il en soit, nous comprenons la nécessité pour l'assurance d'un 3ème partie pour que les FOM fabriques des produits qui répondent aux exigences fonctionnelles de sécurité qu'ils prétendent. Un programme d'évaluation beaucoup plus pertinente et actuelle pour la VoIP serait JITC approuvé, qui est maintenu par le DoD américain et utilisées par leurs alliés de l'OTAN de fournir une gamme complète d'équipements-qui a passé le test standardisé et personnalisé, l'évaluation et de certification. JITC maintient une liste des produits représentatif approuvés de la section de l'industrie VoIP, et de leur APL est accessible au public. La vision et la mission de JITC correspondent à ceux des Critères Communs, et aller plus loin, dans ce JITC exige la preuve d'interopérabilité multi-vendeurs afin d'être certifié. Il est le standard de-facto (non EAL) exigée de tous les solutions adoptées par l'armée américaine et les agences de sécurité.

Pas tous les produits certifiée Critères Communs sont sur l'APL JITC, et vice-versa. Cependant, comme en témoigne le nombre de FOM VoIP qui ont investi dans JITC par opposition à la CC, il est claire que la certification est importante pour l'industrie.

Enfin, dans la présente DP, le Canada a demandé des fonctionnalités telles que "AS SIP" qui ont limité l'appel civile, et sont actuellement applicable que dans les paramètres de sécurité militaires et publiques. En s'appuyant sur les certifications EAL au lieu de l'approbation JITC, il y a une forte probabilité que n'importe quel PBX IP reçues en réponse à cette centrale devrait être remplacé par une copie certifiée JITC ou RTS conforme LSC pour être attaché à DSN le DoD américain, comme EAL / CC dans ce contexte est essentiellement arbitraire.

Pour ces raisons, nous recommandons vivement au Canada de supprimer les exigences relatives à Common Criteria EAL 1 + de validation de certificat (s).

Réponse n° 46

Le Canada a supprimé la spécification pour Common Criteria, niveau 1+. L'annexe A - Énoncé des travaux, appendice B - Sécurité et la protection des renseignements personnels, item n° 157 est modifié comme suit:

157	SA-13	Robustesse (fiabilité)	L'entrepreneur doit soumettre les numéros de certificats de validation FIPS 140-2, niveau 1 pour chaque modules requise pour rencontrer les besoins cryptographiques du système d'information et du site FTP sécurisée.
-----	-------	------------------------	---

À l'annexe A - Énoncé des travaux, appendice B - Sécurité et la protection des renseignements personnels item n° 157 est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

157	SA-13	Robustesse (fiabilité)	<p>(a) L'entrepreneur doit soumettre les numéros de certificats de validation FIPS 140-2, niveau 1 pour chaque modules requise pour rencontrer les besoins cryptographiques du système d'information et du site FTP sécurisée.</p> <p>(b) L'entrepreneur doit soumettre les numéros de certificats de</p>
-----	-------	------------------------	---

			validation Common Criteria, niveau 1+ pour chaque produit réseau IP.
--	--	--	--

INSÉRÉ

157	SA-13	Robustesse (fiabilité)	L'entrepreneur doit soumettre les numéros de certificats de validation FIPS 140-2, niveau 1 pour chaque modules requise pour rencontrer les besoins cryptographiques du système d'information et du site FTP sécurisée.
-----	-------	------------------------	---

Au Formulaire 2 -Attestation de la conformité technique est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

Formulaire 2 -Attestation de la conformité technique

INSÉRÉ

Formulaire 2 -Attestation de la conformité technique
(Modifié le 4 juillet 2012) disponible sur Merx ATT 7

Question n° 47

En ce qui concerne la question et réponse n°.8, et références aux items 125, 182 et 239 de la sollicitation mentionnée, nous continuons à croire qu'il y a une mauvaise communication. Tandis que la plupart des FEO dans l'industrie du VoIP et UC ont incorporé l'appui multinational et multilingue, donné aux utilisateurs final un choix d'interface de langue en mémoire ferme and client doux, aucun FEO soutient une interface d'administrateur avec le « texte d'aide/pages » et le « texte de navigation/commandes » en français. Afin d'assurer la conformité à cet article, nous demandons que le Canada ajoutent des image instantanée en français et anglais de chaque outil de SIG proposé par des soumissionnaires au Formulaire 2. Ou bien, nous demandons respectueusement de supprimer l'item.

Réponse n° 47

Pour les items (125), (182) et (239) de l'annexe A - Énoncé des travaux, le Canada accepte de supprimer la spécification obligatoire à l'interface de l'administrateur du SIG (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) d'être en Français.

Les items seront énumérés comme tels;

(125) : L'interface a l'administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 1 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être présenté en anglais.

(182) : L'interface a l'administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 2 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être présenté en anglais.

(239) : L'interface a l'administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 3 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être présenté en anglais.

l'annexe A - Énoncé des travaux, section 7.1.1.3 - Autocommutateur privé de classe 1 - Système d'information de gestion (SIG) est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ (125) L'interface administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 1 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être dans la langue choisie par l'administrateur (français ou anglais).

INSÉRÉ (125) L'interface a l'administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 1 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être présenté en anglais.

À l'annexe A - Énoncé des travaux, section 7.1.2.3 - Autocommutateur privé de classe 2 - Système d'information de gestion (SIG) est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ (182) L'interface administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 2 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être dans la langue choisie par l'administrateur (français ou anglais).

INSÉRÉ (182) L'interface a l'administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 2 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être présenté en anglais.

À l'annexe A - Énoncé des travaux, section 7.1.3.3 - Autocommutateur privé de classe 3 - Système d'information de gestion (SIG) est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ (239) L'interface administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 3 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être dans la langue choisie par l'administrateur (français ou anglais).

INSÉRÉ (239) L'interface a l'administrateur du SIG de l'autocommutateur privé de classe 3 (documents d'aide, texte et contrôles de navigation) doit être présenté en anglais.

Question n° 49

En question n°15, la couronne a remplacé des pays de NAFTA, et les a remplacés avec l'OTAN, de ce fait à l'exclusion du Mexique de la liste de pays d'origine admis. Est-ce que la couronne peut confirmer que le Mexique est un pays d'origine admis pour ce RFP?

Réponse n° 49

Les soumissionnaires devraient se référer à la réponse n° 45 pour de plus amples renseignements.

Question n° 50

Concernant le Formulaire 7 et les pays d'origine, le gouvernement du Canada a exclu les pays de la liste approuvée qui fourni l'approvisionnement de produits à prix réduit. Est-ce que le gouvernement du Canada peut expliquer le rationnel derrière cette limitation car les résultats sont une augmentation significative de coût au gouvernement. Étant donné la quantité de produit déjà dans le réseau informatique de vir et de données du gouvernement qui est originaire de ces pays à plus bas prix, y compris des contrats attribués de produits très récent et immense , pourquoi le gouvernement veut maintenant limiter ces sources de produit? ? Les sources d'approvisionnement pour beaucoup de ces produits ont été approuvées par beaucoup d'autres pays de l'OTAN, y compris le gouvernement des États-Unis sous leur Loi d'accords commerciaux (TAA). Compte tenu de ceci, est-ce que la couronne ajouterait le Mexique, l'Israel, le Taiwan, la Chine, et la Thaïlande en tant que des pays d'origine approuvés, sinon pour tous les produits, puis en fournissant des levées sur les produits spécifiques ou qui permettrait la capacité d'avoir un mélange des pourcentages conformes et non conformes par système livrés, avant la date limite?

Réponse n° 50

Les soumissionnaires devraient se référer à la réponse n° 45 pour de plus amples renseignements.

Question n° 51

En limitant les pays d'origine pour les pays de l'OTAN, les services partagés Canada a augmenté considérablement ses coûts. Comment les services partagés Canada ferons la vérification des listes de fournisseurs de produits et les transactions éventuelles pour assurer la conformité pleine et continue, s'assurer que les fournisseurs ne fourniront pas de produit qui ne sont pas sur la liste à partir de pays à bas coûts suite à l'attribution du contrat?

Réponse n° 51

Les soumissionnaires devraient se référer à la réponse n° 45 pour de plus amples renseignements.

Question n° 53

Étant donné que certaines réponses sont toujours en suspens, avec moins de 2 semaines à la date de fermeture de la soumission, et d'autres questions soumises qui auront un impact sur le produits soumis, est-ce que la couronne pourrait s'il vous plaît fournir une prolongation de la DDP ICSS de 2 semaines, au 30 Juillet 2012?

Réponse n° 53

Veuillez vous référer à la réponse n° 37.

Question n° 54

Les sections 7.2.2 (AS-SIP) et 23.1 (FIPS140-2 et EAL-1) demandent les validations de sécurité qui historiquement seulement ont été jamais exigées par le Canada pour des réalisations bloquées comme à DND. Il est la compréhension du soumissionnaire que très peu de fournisseurs pourraient répondre à ces exigences, qui sembleraient superflues pour la majorité des emplacements du Canada. Si le Canada est de prévoir que ces certifications comme norme de ligne de base pour ses futures réalisations de VoIP alors il semble peu raisonnable de ne pas fournir à des fournisseurs l'avertissement préalable et suffisamment de temps pour devenir certifié - en insistant sur ces certifications en tant qu'obligatoire pour ce véhicule sans fournir la notification due de leur nécessité semblerait être une exclusivité et une condition potentiellement préjudicielle. Nous demandons respectueusement que le Canada enlèvent ces exigences de ce marché et émettre un appel d'offres séparé, avec un préavis raisonnable, pour les sites sécurisés qui peuvent légitimement exiger ces certifications.

Réponse n° 54

Le Canada supprime les spécifications spécifiques à AS-SIP et a EAL niveau 1+ comme suit:

- i) Pour EAL niveau 1+, les soumissionnaires devraient se référer a la réponse 46;
- ii) Pour AS-SIP, le Canada modifie l'annexe A. item 248 comme suit :

(248) Les passerelles de réseau doivent être compatibles avec le protocole d'ouverture de session (SIP).

Toutes spécifications pour FIPS 140-2 niveau 1 demeurent inchangées.

À l'annexe A - Énoncé des travaux, section 7.2 Produits réseau relatifs aux passerelles, sous-section 7.2.2 Passerelles de réseau, item (248) est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

- (248) Les passerelles de réseau doivent être compatibles avec les protocoles suivants :
- a) protocole d'ouverture de session (SIP); et
 - b) protocole d'initiation de session - services assurés (AS-SIP).

INSÉRÉ

- (248) Les passerelles de réseau doivent être compatibles avec le protocole d'ouverture de session (SIP).

Question n° 55

Annexe A: Énoncé des travaux, la section 7.2.2 et l'appendice B - Sécurité et la protection des renseignements personnels, à l'article 23.1, article n ° 157, SA-13:

Notre société est une entreprise 100% canadienne. Notre partenaire de technologie de communications, est également une réussite canadienne. Afin de nous permettre de soumissionner, est-ce que les exigences suivantes pourraient être supprimés:

- FIPS 140-2 niveau 1
- EAL 1 +
- AS-SIP

Réponse n° 55

Les soumissionnaires devraient se référer aux réponses n° 46 et n° 54 pour de amples renseignements

Question n° 56

Annexe B6 de la DP, Cahier de guide de prix, Section 2 0.9:

Le Cahier de prix précis que le soumissionnaire doit proposer un rabais unique (0 à 99%) qui appliquera au prix identifié à l'annexe B5 pour les accessoires supplémentaires et des pièces. Si le matériel proposé par le soumissionnaire provient de multiple fabricant (par exemple, un fabricant spécifique à un PBX et un second pour UPS), une structure de rabais différente pour les pièces de chaque fabricant et accessoires s'appliquerait.

- a) Est-ce -que le Canada peut envisager de réviser le modèle financier pour permettre aux soumissionnaires d' offrir des remises distinctes pour chaque fabricant de matériel et d' accessoires?

Réponse n° 56

Le contenu du guide pour le classeur des prix demeure inchangé.

Question n° 57

À l'annexe A de la DP, Énoncé des travaux, annexe C, Section 23.4:

L'item (515) de l'analyse et atténuation des vulnérabilités stipule que “ Durant la période du contrat, sous réserve d'un préavis de 24 h du responsable technique, l'entrepreneur doit permettre à Canada de faire une analyse des vulnérabilités et inclus :

- a) les accès de l'entrepreneur aux produits réseau; et
- b) de l'aide d'au moins une ressource technique connaissant bien les aspects techniques du système (par exemple le matériel, les logiciels sous licence, les produits réseau et leur configuration) pendant toute la durée de l'analyse des vulnérabilités sur place.

Le Canada peut-s'il vous plaît préciser paragraphe (a)? Est-ce un sujet à une évaluation de la vulnérabilité, par exemple, pour vérifier les registres de contrôle d'accès, ou est-ce pour permettre l'accès du Canada au réseau pour voir le soumissionnaire se connecter au réseau et d'effectuer des actions par la demande du Canada (similaire à la façon dont les vérificateurs PCI faire leur travail).

Réponse n° 57

Les soumissionnaires devraient se référer à l'annexe A - Énoncé des travaux, item (69) - pour la portée du terme " produits réseaux " car l'item 23.4 a) de l'annexe A, Appendice C, item (515) se lit comme suit :

- a) les accès de l'entrepreneur aux produits réseau; et

Les analyses de vulnérabilités du Canada évalueront le système d'information, pour certaines vulnérabilités incluant ceux identifiés par le soumissionnaire dans la question 57.

Question n° 58

À l'annexe A de la DP, Énoncé des travaux, Section 7.2.2 SOW:

Passerelles réseau, l'alinéa 245 stipule que "les passerelles de réseau doivent supporter les connexions réseau suivantes: h) émetteur-récepteur conforme aux spécifications 1000Base-SX (fibre optique multimode); i) émetteur-récepteur conforme aux spécifications 1000Base-LX (fibre optique multimode et câble monofibre)".

Généralement, les passerelles du réseau seraient installées à proximité du réseau de commutation et habituellement connectées avec des connexions Ethernet à base de cuivre. Il semble peu probable que d'une passerelle réseau, tel que décrit dans la DP, aurait besoin d'une connectivité fibre. Est-ce que la couronne s'il vous plaît peut supprimer l'exigence pour les connexions de fibres sur les portes d'entrée du réseau en supprimant des éléments h) et i)?

Réponse n° 58

Canada accepte de supprimer de l'annexe A - Énoncé des travaux, l'alinéa h) de l'item (245). L'alinéa i) de l'item (245) de l'annexe A - Énoncé des travaux a été supprimé dans la réponse n° 6 de la modification de l'invitation 003.

À l'annexe A - Énoncé des travaux, Section 7.2.2. - Passerelles de réseau est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

- (245) Les passerelles de réseau doivent supporter les connexions réseau suivantes :
- a) Ethernet à 10 ou à 100 Mb/s selon la norme 802.3 de l'IEEE;
 - b) Gigabit Ethernet selon la norme 802.3ab et Ethernet à 1000 Mb/s selon la norme 802.3z de l'IEEE;
 - c) contrôle du flux Ethernet en mode duplex intégral selon la norme 802.3x de l'IEEE;
 - d) étiquetage du réseau local virtuel selon la norme 802.1q de l'IEEE;
 - e) conforme aux spécifications 10Base-T (câble constitué d'une paire de fils torsadés de catégorie 5e, interface RJ-45);
 - f) conforme aux spécifications 100Base-TX (câble constitué d'une paire de fils torsadés de catégorie 5e, deux paires, interface RJ-45);
 - g) conforme aux spécifications 1000Base-T (câble constitué d'une paire de fils torsadés de catégorie 5e, quatre paires équilibrées); et
 - h) conforme aux spécifications 1000Base-SX (fibre optique multimode).

INSÉRÉ

- (245) Les passerelles de réseau doivent supporter les connexions réseau suivantes :
- a) Ethernet à 10 ou à 100 Mb/s selon la norme 802.3 de l'IEEE;
 - b) Gigabit Ethernet selon la norme 802.3ab et Ethernet à 1000 Mb/s selon la norme 802.3z de l'IEEE;

- c) contrôle du flux Ethernet en mode duplex intégral selon la norme 802.3x de l'IEEE;
- d) étiquetage du réseau local virtuel selon la norme 802.1q de l'IEEE;
- e) conforme aux spécifications 10Base-T (câble constitué d'une paire de fils torsadés de catégorie 5e, interface RJ-45);
- f) conforme aux spécifications 100Base-TX (câble constitué d'une paire de fils torsadés de catégorie 5e, deux paires, interface RJ-45);
- g) conforme aux spécifications 1000Base-T (câble constitué d'une paire de fils torsadés de catégorie 5e, quatre paires équilibrées).

Question n° 59

DP Partie 3, Section 3.1:

Partie 3, point 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit: I: Soumission technique, Section II: soumission financière et la section III: Attestations. Toutefois, la partie 3, point 3.3 se réfère à l'article III: soumission financière et l'article 3.4 se réfère à la section IV: Attestations. S'il vous plaît confirmer que le gouvernement demande que les sections être nommé par le point 3.1 et non pas comme indiqué dans les articles 3.3 et 3.4.

Réponse n° 59

Correct. Tel qu'indiqué dans la Partie 3, article 3.1 - Instructions pour la préparation des soumissions, le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit : Section I: Soumission technique, Section II: Soumission financière et Section III: Attestations.

Question n° 60

À l'annexe A de la DP, Énoncé des travaux, Section 4:

En référence à l'annexe A, section 4, Exigence relative au site FTP . Il n'est pas clair si le Canada souhaite avoir accès à un serveur FTP sécurisé sur une (VPN) d'accès ou s'ils souhaitent se connecter au site via le protocole SSH FTP (SFTP). Les deux pourraient travailler, mais les exigences énumérées dans la DP ne sont pas claires, quelle voie est la méthode préférée d'accès. SFTP est la méthode la plus propre et permettra au Canada d'atteindre le serveur avec un minimum d'effort.

Réponse n° 60

Les soumissionnaires peuvent choisir la conception de l'accès et déployer le site sécurisé FTP qui convient le mieux à leur environnement. Quelles que soit les solutions choisies, le site sécurisé FTP doit rencontrer tous les spécifications énumérées dans l'annexe A - Énoncé des travaux, section 4, items 42 à 46.

Question n° 63

À l'annexe A de la DP, 7.2.2 passerelles réseau, élément (245) sous-point h):

Dans une installation de passerelle de réseau typique, la passerelle est connectée par Ethernet (10/100/1000) l'une quelconque des entités 3:

- Via une interface en cuivre à un Session Border Controllers sur le côté réseau,
- Via une interface de cuivre pour une connexion Ethernet métropolitaine pour le transport optique multiplexé, ou
- Via une interface de cuivre à l'équipement LAN.

Comme il n'y a aucune exigence pour les fibres de support en natif, le Canada va-s'il vous plaît supprimer élément 245 h)?

Réponse n° 63

Les soumissionnaires devraient se référer à la réponse n° 58 du Canada pour de plus amples renseignements.

Question n° 64

7.4 Clauses et conditions uniformisées (b) (ii):

Certains éditeurs de logiciels constatent que SACC 4003 (16/08/2010) contrevient à leurs accords de licence utilisateur finale et, par conséquent menace leur propriété intellectuelle. Par conséquent, cela peut faire que certaines solutions de fabricant seront non recevables, car elles reposent sur l'utilisation de logiciels tels que le système d'exploitation de base sur lequel leurs systèmes PBX IP fonctionnent. Nous demandons respectueusement au Canada de modifier la demande de propositions pour supprimer 7.4 Clauses et conditions uniformisées (b) (ii) telles qu'il s'applique au logiciel accessoire fourni par un tiers (pas le fabricant) afin de permettant ainsi au Canada de se procurer séparément le logiciel accessoire sur lequel le VoIP PBX matériel et services s'appuieront (dans la mesure où il est disponible dans le commerce distinct du matériel) en vertu de véhicules existants de passation des marchés alternatifs.

Solicitation No. - N° de l'invitation

2B0KB-130262/A

Amd. No. - N° de la modif.

008

Buyer ID - Id de l'acheteur

017eo

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20130262

File No. - N° du dossier

017eo2B0KB-130262

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Réponse n° 64

Les Conditions générales supplémentaires 4003 (2010/08/16) - Logiciels sous license ne sera pas supprimé de la DP.